

CRISE FINANCIERE = CRISE DU CAPITALISME ?

*Depuis des décennies, plusieurs crises financières internationales, comme celle de 1929, se sont succédées et les solutions apportées à chaque fois n'ont pas empêché la suivante. La dernière crise frappe le centre du système économique mondial, les Etats-Unis. En 20 ans, la part de la richesse mondiale produite revenant aux salariés a constamment diminuée. Récemment, une étude de la Commission Européenne indiquait que la part des salaires dans la valeur ajoutée avait baissé en moyenne de 12 points en 25 ans dans l'Union européenne. **D'un côté donc, la baisse du pouvoir d'achat, de l'autre, l'explosion des dividendes versés aux actionnaires.** En France, en 2007, ceux-ci représentaient l'équivalent de 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982, alors que le nombre des salariés est bien plus important que celui de ceux vivant de la seule possession d'actions.*

POUR LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA CRISE FINANCIERE INTERNATIONALE ET SES CONSEQUENCES, C'EST A UNE AUTRE REPARTITION DES RICHESSES QU'IL FAUT PROCEDER !

De cette répartition injuste de la richesse naît une spirale infernale. Le pouvoir d'achat en baisse constante, les débouchés des entreprises n'augmentent pas. Certaines ferment d'ailleurs, ce qui réduit encore la demande. **Comme il n'est pas question, au nom du partage inégal qu'ont voulu les néo-libéraux depuis le début des années 1980, d'accroître à nouveau la part des salaires dans la richesse distribuée, c'est le recours au crédit qui est encouragé.**

Quand une économie privilégie le crédit au détriment de l'augmentation du pouvoir d'achat ...

Pour les ménages, c'est certes la possibilité d'accéder à un certain nombre de produits, c'est également des intérêts versés aux organismes financiers prêteurs et, en fin de compte, des rémunérations supplémentaires pour les détenteurs de leur capital. Aux Etats-Unis, au Royaume Uni, en Espagne, ... c'est l'explosion des crédits, voie que voulait également emprunter Nicolas Sarkozy. Il n'en reste pas moins qu'en France, le recours au crédit a fortement augmenté.

Une autre conséquence de la chute du pouvoir d'achat des ménages, c'est la baisse des investissements productifs dans les entreprises au profit d'opérations non productives de masses financières énormes. Il s'agit de faire de l'argent avec son argent, directement sur les marchés financiers, en étant en recherche constante des actions les plus rentables. Le CAC 40, le Dow Jones, le Nikkei, ... voilà toute une série d'indicateurs qui envahissent dès lors nos écrans de télévision à l'heure du JT. Au passage, on vend quelques actions aux salariés qui le veulent bien pour leur montrer que toute cette agitation les concerne bien et pour les lier au devenir de leur entreprise. « *Patron, licenciez moi pour que la valeur de mon action augmente !* » est-on tenté d'ironiser ... **Tout ceci est permis par la déréglementation financière qui libéralise la circulation des capitaux au plan international.** La concurrence entre gouvernements pour une fiscalité plus favorable à la finance et le développement des stock-options liant la rémunération des cadres des entreprises à la valeur d'un paquet d'actions contribuent à amplifier encore la financiarisation de l'économie. Les bulles spéculatives se multiplient ... leur éclatement également ...

**LE MOTEUR DU CAPITALISME, C'EST LE PROFIT BASÉ SUR LA CONSOMMATION.
SA NATURE PROFONDE, C'EST LA RECHERCHE DE LA RENTABILITÉ LA PLUS FORTE ET LA PLUS RAPIDE,
QUELQU'EN SOIENT LES CONSÉQUENCES.**

DANS CE SYSTÈME, LE PROFIT S'OPPOSE À L'AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT ET LUI SUBSTITUE LE CRÉDIT.

Cette fois-ci, c'est la crise des « subprimes » venue des Etats-Unis qui contamine le monde financier globalisé. Les ménages américains étaient encouragés à emprunter pour acheter, les emprunts étant fondés non seulement sur leur revenu mais également sur leur patrimoine immobilier, avec l'idée que celui-ci allait gagner en valeur en Bourse. Ces ménages empruntaient pour construire mais également pour régler leurs dépenses de santé et autres dépenses courantes. Lorsque les ménages les plus endettés, soumis à des taux d'intérêt flottants devenus excessifs, ont été dans l'incapacité de rembourser, la crise a éclaté. Cette dette des ménages a été transformée et dissimulée en titres achetés, vendus, échangés entre organismes financiers : banques, investisseurs institutionnels, ... Lorsque les ménages les plus fragilisés n'ont plus été capables de rembourser, la confiance s'est effondrée entre ces organismes financiers, ceux-ci refusant dès lors de se prêter de l'argent et rendant le crédit plus difficile pour les particuliers et les entreprises.

Les plans qui ont été mis en place aux Etats-Unis et en Europe, notamment en France, n'ont pour objectif que **de compenser les pertes des organismes financiers. L'argent déversé par les Etats, financés par des emprunts sur les marchés financiers ..., ne remet pas en cause la logique de répartition de la richesse à l'origine de la crise.** Au contraire, le gouvernement français continue sa casse du modèle social né des combats de la Résistance et de la Libération et qui permettait justement une autre répartition de la richesse produite. Révision Générale des Politiques Publiques, privatisations (la Poste, ...), concentrations d'administrations, suppressions d'emplois et d'implantations au sein du service public restent d'actualité pour le gouvernement. N'en doutons pas, le gouvernement va même prendre prétexte de la crise pour justifier la flexibilisation accrue du marché du travail et toute une série de mesures qui laissent aux responsables de la crise financière et d'autres l'opportunité de brider encore plus les salaires et le pouvoir d'achat, et celle de fermer ou déplacer des entreprises.

La crise ne doit pas servir de prétexte à renforcer les politiques de flexibilisation et de libéralisation sous couvert de vaine moralisation du capitalisme, elle doit être l'occasion de rouvrir le débat sur le contrôle de l'économie et de replacer celle-ci au service de l'homme et non l'inverse.

D'autres solutions existent et, lors de la campagne pour une candidature unitaire de la gauche d'alternative à l'élection présidentielle du printemps 2007, les « 125 propositions » alors élaborées en avaient recensé un certain nombre :

- ✓ *taxation des transactions financières internationales,*
- ✓ *refondation complète des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, ...), avec association de tous les pays et des critères de prêts et des modes de décisions correspondant aux besoins réels de développement des pays leur laissant la maîtrise de leur choix et de leurs ressources,*
- ✓ *contrôle démocratique de la Banque Centrale Européenne,*
- ✓ *création en France, et promotion en Europe, d'un pôle financier public, sous contrôle du Parlement, assurant notamment une politique de crédit sécurisant et promouvant l'emploi et la formation, la sécurisation de la relation des usagers avec les établissements de crédit et la lutte contre l'exclusion bancaire, le financement de la dette publique et d'investissements d'intérêt général,*
- ✓ *mobilisation et revalorisation de l'épargne des salariés et retraités pour l'emploi et la formation grâce à l'émission de titres non cotés sur le marché financier,*
- ✓ *suppression des stock options.*

La posture que prend soudainement Nicolas SARKOZY contre le capitalisme réduit à sa dimension financière et pour sa « moralisation » ne peut tromper personne ...

LE CAPITALISME NE SE ME MORALISE PAS, IL DOIT D'ETRE DEPASSE !

Il est temps de s'interroger sur qui exerce le pouvoir

Il est temps de faire entendre une autre voix à gauche !

Nous voyons bien que la gauche traditionnelle dans sa composition actuelle est impuissante face à la crise financière. Nous ne nous y résignons pas.

Quels que soient nos histoires et nos parcours, nous qui sommes attachés à une gauche de gauche, nous qui sommes engagés dans des combats quotidiens luttant sans cesse contre les effets du système néo-libéral, il est temps de nous retrouver pour construire une nouvelle force, un nouveau projet politique, enclencher une nouvelle dynamique porteuse d'alternative démocratique.

Metz le 25 octobre 2008.

✂

LA GAUCHE ALTERNATIVE ET UNITAIRE MESSINE



Nom :

Prénom :

Activité(s) :

Adresse :

Code postal, ville :

Courriel :

☐ souhaite recevoir les informations de la GAU messine

☐ souhaite adhérer

☐ souhaite participer aux réunions et aux activités de la GAU messine

pour nous contacter :

L'adresse postale du comité : 33/317 rue Lothaire 57000 METZ

L'adresse internet du comité local est : gauche.alternative.unitaire.messine@orange.fr

Le site internet du comité local est : <http://gauche.alternat.metz.free.fr/>